



FS CSAR du 4 novembre

« Tout ça pour 17 agents »

Après un moment de recueillement pour notre collègue de Roissy, décédé brutalement, la CGT a procédé à la lecture de sa [déclaration liminaire](#)

Garantir des temps de récupération effectifs, faciliter la conciliation vie privée/ vie professionnelle, mettre en place un suivi médical renforcé, un protocole clinique de dépistage de la désadaptation au travail en horaires décalés, des gilets porte-plaques, des formations à la visite domiciliaire, des formations aux livraisons surveillées, des formations aux premiers secours, une séance de tir par mois, une séance de sport par semaine, pour tenir compte des risques auxquels sont exposés les collègues...

Vous avez vraiment cru que la direction générale allait mettre en place tout ceci pour TOUS les agents de la surveillance ?!!

Non !

Il s'agit des mesures prises pour les 17 agents qui vont composer le GOST.

Autant nous pouvons nous réjouir que ces collègues puissent disposer de tout ceci, autant pour la CGT il est inacceptable que cela ne concerne que 17 agents. D'autant que les dotations en matériel sont finalement au rabais...pas de visière balistique, pas de bouclier, c'est un groupe de soutien sans équipement de protection d'un groupe de soutien.

Et ce, alors même que le médecin de prévention et l'inspectrice en santé et sécurité au travail ont établi dans leurs avis que les risques encourus par les agents du GOST dans l'exercice de leurs missions *«sont communs à l'ensemble des agents de la surveillance»*. On ne peut pas nous opposer la question du coût quand il s'agit de santé et de sécurité au travail et lorsque les risques concernent tout le monde.

La santé et la sécurité de tous les autres agents de la surveillance auraient-elles moins de valeur ?

Ces mêmes agents « lambda » qui vont devoir ces prochaines semaines absorber la mise en place d'EES, l'appropriation du nouveau Code des douanes, et la nouvelle instruction sur les chefs d'équipe ! La direction générale n'a vraiment que du mépris pour les agents de la ligne en avançant si vite sur ce projet de GOST et en laissant traîner depuis 3 ans maintenant le chantier de la surveillance en se contentant d'annoncer deux ou trois mesurette.

Le SNAD CGT s'opposera toujours à cette douane « à deux vitesses », il n'y a pas de missions plus valorisantes que d'autres.

Et si la DG a reconnu lors de cette réunion « être dans l'idée d'installer la douane qu'on voudrait à moyen terme », nous pouvons craindre le pire pour le grand projet de Douane 2030.

Car toutes les évolutions voulues par le directeur général se font **à effectif constant**. Et l'impact se fait sentir quotidiennement dans les services. **Sans moyens supplémentaires, quelle ambition peut-on avoir ?**

Et c'est notamment le cas avec le développement des GLAT.

Certes la DG nous l'a répété à l'envie « il ne s'agit pas d'une nouvelle structure mais simplement d'une coopération opérationnelle basée sur le volontariat ».

Certes, la DG nous a présenté les méthodes de travail de ces GLAT.

Mais ces GLAT fonctionnent depuis bientôt 3 ans, et les collègues CO n'ont toujours pas de gilet pare balle, ni de téléphone, ou de formation. Enfin...si peu ! La doctrine d'emploi devrait être finalisée en 2026 ! La direction générale a un réel problème de temporalité qui engage sa responsabilité en tant qu'employeur. Malgré tout, la CGT demande que le modèle type de la note de cadrage locale soit vue en CSA local.

En douane on agit d'abord et on réfléchit après !

Mais le vrai talent de l'Administration c'est de créer une « structure qui n'en est pas une » en prévoyant des que nos collègues CO pourront travailler de nuit et sur des temps de week-end et ce, sans aucune reconnaissance de cette pénibilité ! Encore une rupture d'égalité sur les équipements, les horaires, la rémunération, etc !

Il est inacceptable que la question de l'égalité entre les SU et les CO soit reportée « à des groupes de travail ultérieurs » !

Quant au volontariat prôné par l'Administration, on sait déjà que dans les services ça n'est pas le cas. Un enquêteur qui refuserait de participer à ces GLAT serait stigmatisé dans son service. La CGT a exigé un engagement pour ne pas mettre la pression, la DG s'engage. Dont acte !

Que ce soit dans les dans les GOST ou dans les GLAT, l'Administration fait le choix systématique d'une douane à plusieurs vitesses où, à risques équivalents, l'engagement de l'administration en tant qu'employeur responsable pénalement, n'est pas le même.

C'est pourquoi l'intersyndicale CFDT-CGT-Solidaires-USDFO a persisté dans son désaccord sérieux avec l'Administration et a souhaité mettre au vote une délibération pour obtenir plus de garanties pour les collègues. **La DG a refusé. Les collègues apprécieront !**

Elle a d'ailleurs été transparente dans son intention puisqu'elle a, au cours de cette réunion dédiée à la santé et la sécurité au travail, consacré la quasi totalité de ses interventions aux « indicateurs de performance ».

Nous ne parlons décidément pas la même langue... Mais nous ne cesserons pas de leur rappeler les obligations légales qui sont les leurs.